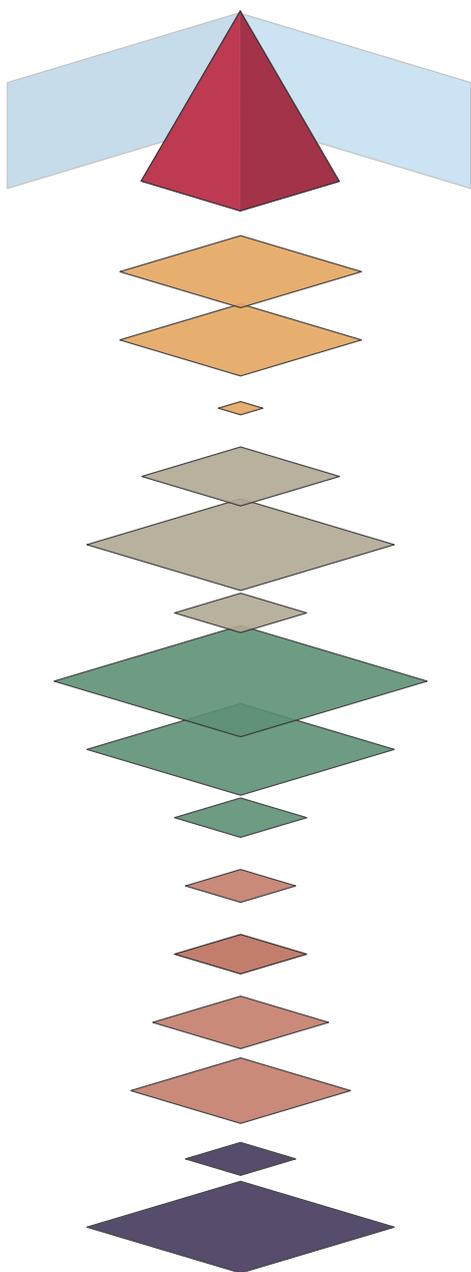




GABON



4,85

SCORE DE CRIMINALITÉ

109^e sur 193 pays

33^e sur 54 pays africains

7^e sur 11 pays d'Afrique centrale



MARCHÉS CRIMINELS

4,60

TRAITE DES PERSONNES 5,50

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 5,50

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION 1,00

TRAFIC D'ARMES 4,50

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 7,00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 3,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 8,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 7,00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUELABLES 3,00

COMMERCE D'HÉROÏNE 2,50

COMMERCE DE COCAÏNE 3,00

COMMERCE DE CANNABIS 4,00

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 5,00

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 2,50

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 7,00



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,10

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 1,00

RÉSEAUX CRIMINELS 5,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 8,00

ACTEURS ÉTRANGERS 6,00

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 5,50



3,25

SCORE DE RÉSILIENCE



Financé par
le gouvernement
des États-Unis.

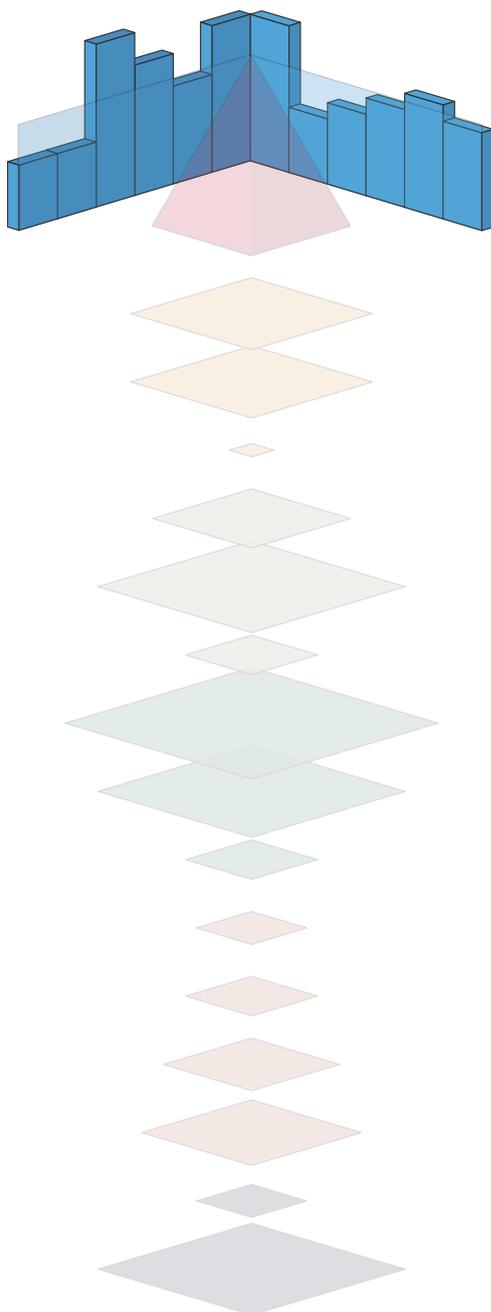


Funded by
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.



GABON



3,25

SCORE DE RÉSILIENCE

159^e sur 193 pays

35^e sur 54 pays africains

4^e sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	2,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	3,00
FORCES DE L'ORDRE	4,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	4,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	2,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	3,00
PREVENCIÓN	3,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	3,00



4,85

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS

4,60



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5,10



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Gabon reste principalement un pays de destination et de transit pour les victimes de la traite des personnes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, qui sont principalement soumises au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. Les garçons sont principalement exploités comme vendeurs de rue, mécaniciens, et dans les secteurs du transport et de la pêche. Les filles sont utilisées comme employées domestiques, commerçantes sur les marchés, et comme main-d'œuvre dans les restaurants de bord de route. Les enfants gabonais sont également exploités par des commerçants sous la forme de travail forcé sur les marchés des provinces de l'est. Nombre d'entre eux sont amenés par des trafiquants qui, selon les informations, se procurent des documents falsifiés indiquant que leurs victimes ont plus de 18 ans. En outre, des femmes originaires d'Afrique de l'Ouest sont utilisées pour la servitude domestique et la prostitution. Des rapports font état de propriétaires de maisons closes qui exploitent sexuellement des enfants. Les migrants en situation irrégulière sont également exposés au travail forcé et à l'exploitation sexuelle par leurs passeurs. Les victimes ont également été forcées de mener des activités telles que l'extraction illégale d'or et le trafic d'espèces sauvages dans des régions situées en dehors de la capitale. Des cas de trafic de nouveau-nés ont également été signalés dans le pays. Les trafiquants opéreraient au sein de réseaux criminels flexibles, basés sur l'appartenance ethnique et liés à des organisations criminelles transnationales, et mèneraient généralement d'autres activités illégales telles que la contrebande de médicaments et de drogues de contrefaçon, parallèlement à la traite des personnes.

De même, le Gabon reste un pays de destination et de transit pour les migrants originaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale qui cherchent à accéder au marché du travail au Gabon ou en Guinée équatoriale, pays voisin, bien que le trafic d'êtres humains ne soit pas un problème majeur dans le pays. Il n'existe aucune information sur l'existence et la prévalence d'un marché criminel du racket d'extorsion et du chantage à la protection dans le pays.

COMMERCE

Dans l'ensemble, le Gabon n'est pas un marché à haut risque pour le trafic d'armes. Toutefois, l'instabilité récente dans le pays a incité les marchands d'armes à chercher à y vendre des armes. Le Gabon est à risque en raison de sa proximité avec le Cameroun, bien que la frontière sud du

Cameroun ne soit pas particulièrement sujette au trafic d'armes. Le Gabon et le Cameroun ont conclu un accord visant à empêcher le trafic d'armes transfrontalier.

Le Gabon est devenu un pays de destination considérable pour les produits pharmaceutiques contrefaits en raison de la faiblesse de son système judiciaire, de la porosité de ses frontières et de la médiocrité de ses services de santé. Malgré l'existence de ce marché dans le pays depuis plus d'une décennie, ces activités se sont rapidement développées depuis 2020, causant de graves dommages à la santé publique. Les médicaments contrefaits, qui proviennent principalement d'Inde, du Nigéria, du Ghana, du Bénin et de la Côte d'Ivoire, sont vendus ouvertement dans des magasins locaux et en bord de route par des contrebandiers de gros, des vendeurs de cigarettes et des marchands ambulants. Malgré les efforts déployés pour lutter contre ce commerce illicite, le marché des produits pharmaceutiques de contrefaçon reste florissant en raison de la faiblesse du système judiciaire et des forces de l'ordre, et du fait que le public rejette les avertissements émis par les autorités et la communauté médicale. Les produits du tabac de contrebande sont également courants au Gabon, mais aucune donnée n'est disponible sur les saisies effectuées liées à ce commerce illicite. On signale que la vente de tabac de contrefaçon a lieu en même temps que la vente de médicaments de contrefaçon sur les marchés de rue.

ENVIRONNEMENT

Les crimes forestiers sont répandus, systématiques et étroitement liés aux rouages de l'industrie forestière au Gabon, facilités par une corruption de haut niveau. Un pourcentage croissant de concessionnaires sont chinois ou d'autres origines asiatiques. En outre, le Gabon est l'un des principaux pays exportateurs vers la Chine, ce qui laisse supposer qu'un volume considérable de bois de rose fait l'objet d'un commerce illégal. Dans ce contexte, les pratiques illégales des entreprises chinoises signalées comprennent l'étiquetage de bois non transformé comme transformé et d'espèces protégées comme étant moins protégées. Il existe également une pression sociale pour permettre à ces entreprises de poursuivre leurs activités, car elles sont les plus gros employeurs formels du pays. On rapporte que plusieurs permis forestiers, qui sont souvent loués à différentes entreprises, étaient entre les mains de politiciens de haut niveau. Toutefois, la situation s'est améliorée ces dernières années à la suite d'un engagement de haut niveau visant à renforcer la gouvernance forestière, ce qui se reflète dans la réduction des taux de perte en couverture forestière.

La criminalité liée aux espèces sauvages reste problématique et la corruption continue de faciliter le braconnage et le

trafic d'espèces sauvages. Dans les principaux points chauds du pays, le braconnage a eu un impact dévastateur sur les populations d'espèces sauvages, en particulier dans des zones telles que le parc national de Minkébé. La population d'éléphants de forêt au Gabon diminue également en raison du braconnage continu des éléphants. Le commerce illégal d'autres espèces, y compris les grands singes, est un sujet de préoccupation dans le pays, les braconniers pénétrant souvent dans le pays depuis le Cameroun et le Congo voisins. En outre, le Gabon a été identifié comme une source importante d'écaillés de pangolins destinées aux pays asiatiques, notamment la Chine et le Cambodge. Cependant, la consommation d'espèces protégées (viande de brousse) a diminué dans le pays grâce aux programmes du gouvernement et des ONG. La vie marine du Gabon est toujours menacée par la pêche illégale, non déclarée et non réglementée à laquelle se livrent de grands navires industriels pour approvisionner les marchés étrangers ainsi que de petits bateaux de pêche artisanale.

Des indications anecdotiques suggèrent une convergence entre le trafic de bois et de minerais (or) par des militaires camerounais, qui font des affaires dans les mines d'or artisanales du nord du Gabon et exploitent la main-d'œuvre gabonaise bon marché. Les mineurs illégaux incluent des étrangers originaires du Cameroun, du Burkina Faso, du Mali, du Tchad, de la Côte d'Ivoire et du Bénin, entre autres, et la corruption est considérée comme l'un des principaux facteurs facilitant l'activité illégale. Les fonctionnaires corrompus peuvent tirer profit du commerce illégal de l'or en recevant des pots-de-vin en échange de la libération de mineurs détenus ou en ignorant des activités illicites en échange de pots-de-vin.

DROGUES

Le Gabon est un point de transbordement intracontinental pour la cocaïne qui entre généralement sur le continent par d'autres points d'entrée en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Elle est reconditionnée et expédiée par des voies maritimes et aériennes qui incluent le Gabon, avant d'être acheminée vers les marchés de destination dans d'autres parties de l'Afrique, en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Une augmentation de la consommation et du commerce de cocaïne au niveau national a été enregistrée ces dernières années dans le pays. Le transbordement d'héroïne est probable, étant donné que le transit de cocaïne existe. Toutefois, la consommation d'héroïne est limitée au Gabon.

Le cannabis est la drogue la plus couramment consommée au Gabon et est introduit dans le pays principalement à partir du Cameroun. Le commerce national de cannabis est lié à la production dans les pays voisins, l'herbe et la résine transitant par le pays. Le Gabon est avant tout un pays de destination pour les drogues de synthèse. Comme dans d'autres pays d'Afrique centrale, des rapports font état d'un

usage répandu du Tramadol. Les opioïdes en provenance de l'Inde transitent principalement par le Nigéria puis le Cameroun pour atteindre le Gabon.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Malgré le manque d'informations, les autorités gabonaises signalent peu de cas de criminalité cyberdépendante et le pays est également ciblé par les cybercriminels.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La fraude fiscale et le détournement de fonds publics sont les formes les plus courantes de criminalité financière dans le pays, la majeure partie de la richesse du pays étant siphonnée en grande partie par les élites politiques et économiques. Ces délits financiers sont facilités par l'abus de pouvoir et la corruption. Une enquête internationale récente a révélé comment l'ancien président du Gabon a bénéficié, avec ses proches et ses alliés, d'un système qui leur a permis d'obtenir des millions en fonds publics grâce à un mécanisme de transactions bancaires. La récente mise en examen d'une ancienne Miss France en France pour recel de détournement de fonds publics, corruption et abus sociaux a révélé un scandale beaucoup plus vaste dans lequel des membres de l'élite gabonaise sont accusés d'avoir utilisé des fonds publics pour acheter des biens immobiliers de luxe en France.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les acteurs intégrés à l'État jouent un rôle clé dans la facilitation d'un ensemble de types de crimes. L'élite dirigeante a été accusée de détournement de fonds publics et de blanchiment de fonds obtenus illégalement à l'étranger. En outre, la police nationale et la gendarmerie pratiqueraient régulièrement l'extorsion et faciliteraient également les activités de trafic dans le pays. Quant aux acteurs du secteur privé, ils sont principalement impliqués dans l'exploitation illicite des forêts et de la vie marine ainsi que dans le trafic de marchandises frelatées, illégales et/ou contrefaites. Ces acteurs utilisent principalement leurs relations politiques pour mener à bien ces activités.

Les arrestations régulières de trafiquants d'espèces sauvages et les saisies d'ivoire effectuées par les autorités gabonaises suggèrent l'existence de réseaux criminels actifs au Gabon et menant des opérations transfrontalières dans certaines parties de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest. Des rapports font également état de réseaux criminels peu structurés et fondés sur l'appartenance ethnique, comprenant souvent des trafiquants de sexe féminin impliqués dans la traite des personnes dans le pays. Ces réseaux recrutent et transportent les victimes de la traite depuis leur pays d'origine en utilisant des documents falsifiés. Ils opèrent souvent en dehors de la capitale, profitent de la porosité des frontières gabonaises

et sont impliqués dans d'autres marchés criminels tels que le trafic d'êtres humains, le commerce de médicaments contrefaits et le trafic de drogue. Les acteurs étrangers sont de plus en plus impliqués dans la criminalité liée à la flore et la faune dans le pays, en particulier les acteurs

criminels d'origine asiatique et africaine. Des acteurs de type mafieux originaires de France opèrent également au Gabon. En revanche, il n'existe aucune preuve que des groupes de type mafieux opèrent au Gabon.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le leadership politique et la gouvernance au Gabon sont fortement affectés par la corruption rampante et une vie politique personnalisée. Par exemple, l'élite dirigeante a été accusée de multiples incidents liés à la mauvaise gestion des fonds publics. Cela dit, malgré les faiblesses institutionnelles et les problèmes de gouvernance et de leadership, la situation du pays est stable par rapport à d'autres pays de la région. La protection des espèces sauvages et des ressources naturelles du pays est une priorité pour le gouvernement gabonais et le président fait régulièrement des déclarations appelant à une lutte efficace contre ces activités criminelles. Cependant, l'État gabonais souffre d'un manque endémique de transparence et de responsabilité et il est largement estimé que la corruption s'est aggravée ces dernières années, la pandémie de COVID-19 ayant multiplié les possibilités de détournement de fonds et de redistribution clientéliste. Malgré l'existence d'un cadre réglementaire et de mécanismes de lutte contre la corruption, ceux-ci sont généralement utilisés contre les dirigeants de l'opposition, tandis que le parti au pouvoir jouit de l'impunité.

Au niveau international, le Gabon a ratifié de nombreux traités internationaux relatifs à la criminalité organisée et est généralement considéré comme coopérant avec les institutions internationales en ce qui concerne les questions liées à la criminalité organisée. Le pays a pris des engagements bilatéraux pour lutter contre la criminalité liée aux forêts et aux espèces sauvages. Le Gabon est également signataire de traités régionaux relatifs à la production, au trafic, à la vente et à la distribution de produits pharmaceutiques contrefaits. Des fonctionnaires participent également à des événements internationaux visant à encourager la collaboration régionale pour lutter contre la criminalité organisée et les activités illégales. Sur le plan national, le Gabon adopte généralement des lois pertinentes en matière de lutte contre la criminalité organisée, mais leur respect et leur mise en œuvre sont faibles. Toutefois, le gouvernement gabonais a fait des efforts pour lutter contre la circulation et le trafic d'armes légères et de petit calibre en créant une commission nationale chargée de coordonner les actions des autorités nationales dans la conception, le développement et la mise en œuvre de politiques nationales pertinentes.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Il n'existe pas d'unités judiciaires spécialisées dans la lutte contre la criminalité organisée au Gabon. En général, en raison du cadre de gouvernance et de leadership du pays, le pouvoir judiciaire n'inspire pas confiance et est considéré comme un outil du parti au pouvoir et de l'élite, en raison de l'absence de séparation de facto des pouvoirs. Des rapports font état de complicité au sein du personnel judiciaire, des juges ayant accepté des pots-de-vin de la part de trafiquants pour retarder ou rejeter des affaires. En outre, en raison de capacités professionnelles limitées, les juges du parquet n'enquêtent pas toujours sur les cas de traite des personnes portés à leur attention. Les personnes incarcérées ne bénéficient pas de protections juridiques et d'une procédure régulière, et les longues détentions préventives continuent de poser des problèmes dans le système pénitentiaire du pays.

À l'instar du système judiciaire, le Gabon ne dispose pas non plus d'unités spécialisées des forces de l'ordre chargées de lutter contre la criminalité organisée. Cependant, les forces de sécurité reçoivent des formations pour lutter contre des activités spécifiques de criminalité organisée telles que l'exploitation illégale des ressources et le trafic de stupéfiants. Des efforts sont également déployés au sein des forces de l'ordre pour créer des outils et des unités stratégiques afin d'améliorer l'échange d'informations clés et de lutter contre la criminalité organisée, comme la création de l'unité d'analyse du renseignement criminel.

En ce qui concerne l'intégrité territoriale, la libre circulation des personnes et des biens entre le Gabon et ses trois pays voisins est prévue par la réglementation sur la libre circulation de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale. Cependant, le pays a souvent fermé ses frontières en période de troubles, notamment durant la pandémie. Il a également fermé ses frontières avec le Cameroun pour lutter contre l'immigration illégale présumée. La frontière avec le Cameroun, bien qu'adéquatement surveillée, est également très vulnérable à la corruption des douaniers des deux côtés, ce qui facilite les activités de trafic. En outre, les plages non surveillées du Gabon et les frontières poreuses à certains endroits permettent aux trafiquants de déplacer des personnes et des marchandises en voiture ou en bateau.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Gabon dispose de mécanismes et d'un cadre réglementaire pertinents pour lutter contre le blanchiment d'argent, tels que la cellule de renseignement financier, et partage la même stratégie de lutte contre le blanchiment d'argent dans le cadre de l'Union monétaire de l'Afrique centrale. Cependant, les mécanismes et la législation pertinents n'ont pas la capacité d'enquêter et de poursuivre efficacement les cas de blanchiment d'argent. À cet égard, bien que le blanchiment d'argent soit une infraction pénale, aucune affaire de blanchiment d'argent n'a été poursuivie par les tribunaux gabonais. Les initiatives de lutte contre la corruption sont souvent perçues comme un outil politique permettant au pouvoir exécutif et à ses alliés de régler des comptes avec les voix dissidentes au sein du gouvernement ou de l'opposition. À l'heure actuelle, rien n'indique que les capacités institutionnelles du Gabon à lutter contre le blanchiment d'argent se soient améliorées. Malgré les efforts du gouvernement pour attirer les investisseurs locaux et étrangers en créant des zones économiques spéciales, la liberté d'entreprise est limitée en raison de la corruption, de la bureaucratie, du manque de transparence et de l'incohérence dans l'application des réglementations, ce qui compromet les investissements potentiels.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

En ce qui concerne les victimes de la traite des personnes, il existe deux centres d'accueil d'ONG financés par l'État qui offrent des services médicaux, juridiques, de logement et autres aux enfants sans abri et orphelins qui sont les plus exposés au risque de traite. Les autorités nationales ont redoublé d'efforts pour identifier et protéger les victimes de la traite des personnes dans le pays. En ce qui concerne le soutien apporté aux usagers de drogues, on manque d'informations sur les programmes de réhabilitation au Gabon, ce qui indique qu'ils sont généralement inexistantes.

Le Gabon a pris des mesures préventives pour certaines activités criminelles, telles que la criminalité liée à la flore et le commerce illicite de produits pharmaceutiques contrefaits, par le biais de campagnes de sensibilisation. Toutefois, les autorités nationales ont réduit les efforts de prévention liés à la traite des personnes, car elles n'ont pas promulgué le plan d'action national de lutte contre la traite des personnes. Néanmoins, le gouvernement forme les agents des forces de l'ordre afin d'améliorer la prise en charge des victimes.

Les organisations de la société civile jouent un rôle dans la lutte contre la criminalité organisée au Gabon, par exemple en gérant les centres d'accueil pour les victimes de la traite des personnes. Les organisations de la société civile travaillent également en étroite collaboration avec le gouvernement gabonais dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages et la pêche illégale, non déclarée et non réglementée dans le pays. Les organisations de la société

civile sont également impliquées dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. En ce qui concerne le paysage médiatique, l'érosion d'une liberté de la presse limitée s'est poursuivie dans le pays ces dernières années. Bien qu'aucun journaliste n'ait été tué, les médias ne sont toujours pas libres et les journalistes et rédacteurs de la presse en ligne et de la presse écrite sont intimidés par les forces de l'ordre opérant dans le pays. En outre, les médias sont soumis à des restrictions extrêmes imposées par les sanctions de l'autorité de régulation des médias. Les actions du gouvernement ont conduit les journalistes et les reporters à s'autocensurer pour éviter les répercussions juridiques et les intimidations, mais ils continuent à critiquer le gouvernement.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.